

Les «langues» entre elles : le comparable et l'incomparable

Dans le flux des lectures furtives, le hasard et la nécessité m'ont conduit, ces jours-ci, à lire le passage suivant :

« Nous revînmes à maintes reprises sur le sens des expressions 'capture d'un esprit' et 'surveillance après la mort'. Est-ce que 'capture' voulait dire arrestation d'un esprit, en quelque sorte sa mise en fers, ou bien ce vocable avait-il en albanais d'autres connotations ? Les autochtones nous assurèrent que le mot était ici employé dans son sens premier, autrement dit de prise au piège, comme on attrape les oiseaux ou les papillons. »

Dans son roman « Spiritus », traduit en français en 1996, Ismail Kadaré mène son enquête sur le sens en se référant d'une part au terme lui-même et d'autre part à l'usage qu'en font les autochtones. Si la démarche n'a rien de nouveau, elle nous invite cependant à confronter ce que chaque langue a de comparable, dans une démarche d'analyse logique, et d'incomparable, à la lumière d'impressions subjectives, quitte à déceler éventuellement l'incomparable dans le comparable.

Dans l'évolution de la société, on ne saurait nier la place de la langue, ni le rôle singulier du vocabulaire qui suit ou parfois précède cette évolution. Par ailleurs, on pourrait dire que l'autonomie de la pensée s'éveille à partir du moment où elle se dépose dans le vocabulaire et affirmer, à l'instar du personnage de 'La reine morte' de Montherland : « C'est quand la chose manque qu'il faut mettre le mot ». Illustrons cette évolution et cet éveil. Les dix commandements de la Bible annoncent que l'homme propose et Dieu dispose. L'expression en est incontestable, comme Dieu est incontestable. Leur institution n'est pas oeuvre de l'homme, elle émane de Dieu. La Loi a été donnée par Dieu à Moïse. C'est, comme le fait remarquer le philosophe grec Castoriadis, avec les lois athéniennes que se manifeste une rupture et elle trouve sa formulation dans l'introduction : « édoxé té boulé kai to Démo », que l'on pourrait traduire par « il a paru bon au conseil et au peuple », ou encore « le conseil et le peuple ont jugé bon... ». On est loin d'un commandement péremptoire et la délibération prend force de loi du fait du conseil et du peuple. C'est le passage à l'autonomie de pensée et cette autonomie trouve son articulation dans le vocabulaire.

Une fois la langue située par rapport à l'évolution des sociétés humaines, je m'attacherai à quelques exemples simples.

Une polémique toute récente donnera un premier éclairage. Dans son livre « Le Rapport Gabriel », Jean d'Ormesson cite quelques propos de l'ancien président de la République française, François Mitterrand, qui se serait laissé aller à parler de « l'influence puissante et nocive du lobby juif en France ». De cette phrase à coloration antisémite, je me permettrai d'extraire le mot « lobby », pour le soumettre à un bref examen clinique, car curieusement c'est le mot « lobby » qui a choqué dans la phrase de Mitterrand, et non pas l'expression « l'influence puissante et nocive » ; du moins, les médias se sont-ils focalisés sur ce point.

A l'origine, le mot désignait la salle des pas perdus du Parlement britannique, et le verbe « to lobby » indiquait que l'on arpentait les couloirs à l'affût des dernières nouvelles. Avant de voter, les députés passaient par ces vestibules et pouvaient ainsi être soumis aux divers solliciteurs, puis plus tard à l'influence de coteries. A la même époque, en France, on courait les antichambres. Plus tard, Courteline parlera des « solliciteurs des antichambres ministérielles ». Par contre, le « lobbyisme », tel qu'il est pratiqué aux Etats-Unis, entre dans un cadre légal, codifié par une loi fédérale de 1938, modifiée depuis.

Le « lobby », dans son sens anglais et le contexte étasunien, est un « interest group ». En allemand, « die Lobby » est défini comme « Interessengruppe » (Duden 1996). Le dictionnaire Langenscheidt (Grosswörterbuch Deutsch als Fremdsprache) lui donne pour équivalent « Interessenvertretung » et comme définition : « eine Gruppe von Personen mit gleichen Interessen, die versucht, bes. Politiker so zu beeinflussen, dass sie einen Vorteil davon hat ».

En français, le Petit Robert définit, sans ambiguïté, le « lobby » comme un « groupe de pression », et cite comme exemple, ce qui est révélateur, « le lobby des producteurs américains de gaz ». Le parti des « Verts » ne parle-t-il pas, dans le même sens, du « lobby nucléaire » ? En France, il semblerait que la connotation soit encore nettement péjorative, de même d'ailleurs qu'en Espagne. Il appartiendrait au même champ sémantique que : coterie, caste, chapelle, clan, secte, mafia. Il marquerait plutôt un dysfonctionnement des règles de la démocratie.

En Allemagne, il ne semble pas affecté d'une charge nettement péjorative. A preuve, le Langenscheidt définit le mot « Gewerkschaft » (syndicat) de la manière suivante : « eine Organisation, die die Interessen der Arbeitnehmer gegenüber den Arbeitgebern...vertritt ». Il s'agit bien comme pour « die Lobby » de la représentation, de la défense des intérêts.

Aux Etats-Unis, son exercice fait partie de la vie démocratique : il est inscrit dans la normalité.

Le mot, et c'est ici un truisme, ne recouvre pas les mêmes réalités socio-économiques. Il existe quasiment une hétéronymie du mot « lobby ».

Un autre exemple tout simple en apparence pourrait contribuer à affiner l'analyse. Soit le mot « normal » et les concepts dérivés de normalité et de normalisation.

La normalité est, selon la définition du Petit Robert, une conformité au type le plus fréquent, un état habituel, une conformité à la majorité des cas, donc à une norme, dont on dit parfois qu'il ne faut surtout pas s'écarter. Ainsi, l'on peut dire d'une situation qu'elle n'est pas encore redevenue normale et l'on parle de la normalisation des relations diplomatiques ou des pays qui sont « entrés dans une phase de normalité démocratique ». Et l'histoire récente de l'Allemagne montre que c'est un pays qui aspire à la normalité, à un retour à la normale. Il n'est qu'à considérer la fréquence d'emploi du mot « normal » dans la presse allemande.

Consultons le dictionnaire, le « schlaues Buch », le Duden :

A. « normal » s'y définit en trois rubriques.

1. vorschriftsmässig, der Norm entsprechend, conforme à la norme

2. gewöhnlich, üblich, durchschnittlich, habituel, courant, ordinaire

3. geistig gesund, « esprit sain »

B. « normal » a comme antonymes :

1. unnormal, aussergewöhnlich : exceptionnel, inhabituel, hors norme « diese Hitze ist für Oktober unnormal » : pour un mois d'octobre, cette chaleur est inhabituel

2. anormal, abnorm ; ein anormal übergewichtiger Mann : une personne anormalement obèse

Ce mot qui pourrait être usé et tomber dans la banalité, acquiert curieusement et singulièrement en Allemagne une dimension historique. A cet égard, le titre de l'article de J. Habermas, paru dans « Die Zeit » du 18 décembre 1992, est symptomatique : « Die zweite Lebenslüge der Bundesrepublik : Wir sind wieder 'normal' geworden. » Habermas y voit un retour aux traditions de l'hégémonie allemande, une manière de rappeler les vieux démons du nationalisme. Imaginerait-on du reste un titre de la presse française intitulé « Nous sommes redevenus normaux ».

Une récente étude de Paul Létourneau et de Marie-Elisabeth Räkel, publiée à Montréal, illustre à quel point la « normalité » fait débat en Allemagne : « Germany : to be or not to be normal. » Et la fameuse priorité aux 'intérêts allemands' est bien l'aspect politique de la normalité allemande, que l'on retrouve d'ailleurs dans le terme « Sonderweg », riche de sens et aux contours indécis. Si 'l'exception culturelle' en France a un contenu relativement précis, que peut bien signifier le mot « Sonderweg » ? Est-ce :

1. l'Allemagne, puissance centrale en Europe, ainsi que l'indique le titre du livre de Hans-Peter Schwarz : « Die Zentralmacht Europas : Deutschlands Rückkehr auf die Weltbühne » (1994)
2. une voie spécifique de l'Allemagne pour constituer un Etat moderne, mais sur quels fondements historiques ?
3. le mythe d'une « mission allemande » qui se démarquerait des idées démocratiques et des institutions politiques libérales ?
4. une Allemagne neutre qui pratiquerait une politique de bascule (Schaukelpolitik) entre l'Est et l'Ouest ?
5. la préservation et la promotion de seuls « intérêts nationaux » au détriment de la coopération internationale ?
6. un prétexte, surtout en vogue parmi certains intellectuels, pour banaliser, normaliser le passé et réfuter ainsi la responsabilité historique de l'Allemagne. La polémique, déclenchée par le discours de Martin Walser lors de la remise du Prix des libraires allemands, a trouvé une réponse internationale : le prix Nobel de littérature attribué à Günter Grass est aussi une prise de position en faveur d'un écrivain qui, dans son œuvre et sa vie publique, a décidé d'assumer le passé.

Autant de questions, autant de difficultés pour avoir une notion claire du « Sonderweg », qui est relayé tout récemment sur le plan de la politique étrangère par l'expression « der

« dritte Weg », la troisième voie, une oscillation entre la traditionnelle « Westintegration », l'ancrage, l'amarrage à l'Occident, et la non moins traditionnelle « Ostpolitik », la politique à l'Est, qui certes s'est écartée du Drang nach Osten, l'expansion vers l'Est des pangermanistes, pour prendre une connotation « willybrandtienne » plus pacifique. Et là se pose bien la question : peut-on comparer le mot « normal » avec lui-même ?

L'évolution rapide de la société pousse à innover aussi dans le domaine lexical, à inventer de nouvelles lexies.

Le mot anglais « bug » qui servait à désigner divers insectes ou des bestioles nuisibles (bed bug = la punaise / potato bug = le doryphore) a pris en américain le sens d'erreur, de bourde, surtout dans le domaine d'informatique. L'approche de l'an 2000 a certainement favorisé l'apparition d'un terme qui reprend, tel un homonyme, l'ancien mot breton « bolc'h », l'enveloppe piquante de la châtaigne. La boguette est devenue ainsi depuis le début des années 80 l'erreur dissimulée dans un programme informatique. Puis, il aurait changé de genre : le bogue. Et voilà que surgit une nouvelle profession : traqueurs de bogues (ou « bugs »).

Le mot français « social » a deux acceptions distinctes :

1. il se réfère à la société ; la vie sociale est simplement la vie en société. En ce sens, on peut dire que la langue est un acte social.
2. Il concerne la répartition des individus dans la société, d'où les classes sociales, les conflits sociaux, la justice sociale (= entre les diverses catégories sociales).

L'allemand se sert de deux adjectifs distincts :

1. sozial, comme dans « Sozialpolitik », politique sociale.
2. Gesellschaftlich, comme dans « die gesellschaftliche Stellung » = la place dans la société.

Pour lever toute ambiguïté, surtout dans le domaine sociologique, Bourdieu et certains sociologues proposent le terme « sociétal ».

C'est ainsi que la sociologie et l'économie génèrent quantité de mots nouveaux ; le mot déjà ancien de « Dienstleistungsgesellschaft » pourrait trouver un écho dans ce que des économistes appellent « la société servicialisée », certainement plus précis que la société de service.

Chaque structure présente des points de convergence, et aussi de divergence, qui correspondent fort probablement à une tournure d'esprit différente ; le moule de la pensée n'est jamais tout à fait le même et sous-tend une autre approche de la réalité.

Poursuivons, en nous attachant, cette fois, à un concept du domaine économique considéré comme fondateur de la période de reconstruction en Allemagne après la Seconde Guerre Mondiale : conçu entre les deux guerres mondiales, il propose l'instauration d'une économie sociale de marché. L'allemand parle de « soziale Marktwirtschaft ». Posons la question. Est-ce que l'expression « économie sociale de marché » correspond à « soziale Marktwirtschaft » et le concept français est-il univoque ? Voyons l'aspect linguistique : certes, en français, on place l'adjectif épithète avant le

complément de nom, comme le montre la phrase : la bicyclette bleue de Pierre, de même en espagnol « la bicicleta azul de Pedro », à comparer avec l'anglais « Peter's blue bike » et l'allemand « Peters blaues Rad ». Notons la structure de la phrase en japonais (transcription en romaji) : « Pieru no ao jitensha » (Pierre de bleue bicyclette). Nous avons en français et en espagnol une construction dite progressive, en germanique une construction dite régressive. Le japonais userait d'une construction progressive, puisque le sens va de droite à gauche.

En allemand, la lexie « soziale Marktwirtschaft » a comme base un nom composé : Marktwirtschaft ; il s'agit donc d'une économie de marché. Cette économie de marché est qualifiée par l'adjectif épithète « sozial », disons « social ». Ce n'est donc pas l'économie sociale qui est de marché, mais l'économie de marché qui est sociale.

Du reste, cette économie de marché sociale se définit aussi par opposition à « freie Marktwirtschaft », qui est une économie de marché libérale, je dirais purement libérale, d'un libéralisme pur et dur.

Faisons une sorte de contre-expertise en employant l'épithète « nouveau ». On pourrait, par jeu, poser la question insidieuse : la nouvelle économie de marché est-elle une économie de marché nouvelle ? Et l'on perçoit bien la subtile différence.

La traduction « économie sociale de marché » met l'accent sur « l'économie sociale » et le complément de nom « marché » a une fonction déterminative, ce qui veut dire limitative, la priorité étant donnée à « économie sociale ». Il y a donc risque de confusion avec « l'économie sociale et solidaire », tentative de sortir de l'économie de marché pour une économie avec du marché. La traduction usuelle, devenue classique, risque de camoufler qu'il s'agit d'un type d'économie centré sur les lois du marché, mais avec une orientation sociale ; cela sous-entend l'idée que c'est le marché qui permettra à la société de faire du social. Petite comparaison qui permet de constater qu'une traduction, de par ses implications historiques, sociologiques et économiques, est loin d'être innocente.

Dans le même sens, le mot « social-libéralisme » permet d'atténuer l'impact du mot libéralisme, qui, sur le plan économique, n'a pas bonne presse en France. Voit-on qu'il s'agit en fait d'un libéralisme, notion principale, déterminé par l'adjectif « social » qui joue le rôle de préfixe.

Traitons, enfin, quelques expressions de locutions.

La CDU (Union des démocrates chrétiens ou Union des chrétiens-démocrates) tente, depuis sa défaite électorale de 1998, un « aggiornamento » et, dans cette adaptation à l'évolution de la société, cherche à rénover le parti. Les jeunes démocrates-chrétiens sont qualifiés par l'expression « die jungen Wilden », que l'on traduit par « jeunes sauvages ». Que signifie « sauvage », que signifie « wild » ?

A sauvage :

1. A l'état de nature, par ex. Animaux sauvages, peuples sauvages ou primitifs ou encore premiers.
Une économie sauvage est anarchique et déréglée.
2. qui fuit toutes relations avec les hommes, c.à.d. craintif, puis aussi grossier, brute, inhumain, barbare.

B. wild :

1. (Natur) ein wilder Sturm (intensiv)
ein wilder Wald (unberührt)
2. (Menschen) ein wildes Kind (undiszipliniert)
wilde Schüler (turbulent)
eine wilde Flucht (unkontrolliert = désordonnée)
puis wütend, primitiv, uncivilisiert
3. (Tiere) wildes Tier (gefährlich), d'où scheu und ängstlich

Que viennent donc faire les sauvages au sein de la CDU ? Ne pourrait-on pas proposer « les jeunes fauves » à l'instar des peintres de la jeune école française de peinture de début du siècle, qui employaient des couleurs violentes ?

Ou mieux encore « les jeunes turcs », non pas en référence au mouvement d'Atatürk en 1908, mais à l'expression employée dans la vie politique française à la fin des Années 50 et qui désignait les jeunes d'un parti qui souhaitaient avec ardeur son évolution.

Poursuivons notre fuite en avant, qui est, dicit le Robert, l'accélération d'un processus que l'on ne peut plus contrôler. Il existe l'expression comparable en allemand « die Flucht nach vorn ». La définition du Langenscheidt est curieusement la suivante : die Flucht nach vorne antreten = mutig und entschlossen handeln, obwohl man in einer schlechten Situation ist) corroborée par Wahrig : statt einer erwarteten Verteidigung einen Angriff führen.

Que comprendre lorsque l'on peut lire sous la plume d'un analyste de la diplomatie allemande la traduction suivante d'un propos d'Adenauer : « il faut, par 'une fuite en avant' (Flucht nach vorn), créer une union franco-allemande, d'abord limitée au domaine économique et douanier » (Akten zur auswärtigen Politik = dossiers de politique étrangère).

Ceci est plus qu'un glissement sémantique et nous touchons là les limites du comparable et de l'incomparable, là où la même lexie, au parallélisme parfait (comparable terme à terme) prend des sens divergents et, se singularisant, devient incomparable.

Le comparable et l'incomparable. Laissons s'exprimer, encore une fois, l'écrivain albanais Ismail Kadaré, dans Spiritus :

« Et vous rendez-vous compte que, quand les poètes d'autrefois considéraient l'albanais comme une langue divine, ils le faisaient non point parce qu'ils ajoutaient foi à ces balivernes, mais simplement parce qu'il savaient que le mode optatif du verbe, ce trésor qui la distingue de toutes les autres langues de la planète, a rapport avec les divinités que sont les Oras ? »

On ne saurait mieux dire que chaque langue est unique et aussi qu'il ne saurait y avoir de langue unique, qui serait alors le vecteur d'une pensée unique ?

Si la mondialisation de l'économie doit éviter le monopole, le produit unique, le consommateur uniformisé, il serait contre nature et contre-productif de penser qu'une

langue unique faciliterait la communication internationale ; vite, elle dégènerait, se r tr cirait, dess cherait la pensée. Les cultures des langues, comme les produits, ont besoin de se mesurer, de se comparer. Et une saine concurrence a aussi besoin d'une régulation.